Géopolitique de l'eau au Proche-Orient. Introduction

Habib Ayeb

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1398>

DOI : 10.4000/ema.1398

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1992

Pagination : 7-18

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Habib Ayeb, « Géopolitique de l'eau au Proche-Orient. Introduction », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 10 | 1992, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1398> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1398>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Géopolitique de l'eau au Proche-Orient. Introduction

Habib Ayeb

- 1 Le présent numéro d'*Égypte/Monde arabe* se propose, à travers un ensemble d'études (partie « décrypter ») et un dossier de presse (partie « traduire ») d'apporter quelques éléments de réponse au problème du partage de l'eau dans le monde arabe (Proche-Orient, Maghreb) que l'on peut formuler de la façon suivante : l'eau est-elle devenue, pour les États et les peuples de la région, plus importante (ou aussi importante) que la terre ou le pétrole ? Est-elle devenue, à ce titre, un des facteurs susceptibles de déclencher un affrontement armé ?
- 2 L'on ne peut s'interroger sur le problème de la répartition des ressources hydrauliques en le réduisant à ses données naturelles et à ses aspects techniques, c'est-à-dire sans prendre en considération les conflits divers qui figurent en amont ou en aval de toute politique de gestion et d'exploitation de l'eau. En d'autres termes, une gestion rationnelle des ressources hydrauliques du Proche-Orient est-elle envisageable alors que la région est déjà en proie à divers affrontements ?
- 3 L'eau était déjà, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, un des enjeux les plus importants du Proche-Orient. Elle l'est aujourd'hui plus encore du fait que l'ensemble des États des trois bassins hydrographiques (l'Euphrate, le Jourdain et le Nil) ont atteint, d'une part, une utilisation maximale des ressources disponibles et, d'autre part, un fort taux de croissance démographique (les moyennes nationales se situent entre 2,5 et 3%, État hébreu non inclus : ce dernier, dont le taux de croissance naturel est plutôt faible – 1,6 % – a vu néanmoins, ces dernières années, sa population augmenter de façon notable du fait de l'immigration juive des pays de l'Est et de l'Éthiopie).
- 4 Avec de tels taux, on peut estimer que la population des trois bassins hydrographiques du Proche-Orient – qui couvrent neuf États : Turquie, Syrie, Irak, Jordanie, Israël/Palestine, Liban, Égypte, Soudan, Éthiopie¹ – double en moyenne tous les 25 ans. Cela représente actuellement quelque 225,93 millions de personnes. L'équilibre entre la population de chaque État² et la disponibilité en eau est déjà rompu, et la population totale de la région aura doublé d'ici 2015 sans que l'on puisse affirmer, aujourd'hui,

qu'une solution pour une gestion négociée des ressources hydrauliques verra le jour entre les différents États riverains.

- 5 La région qui nous intéresse ici se situe sur la longue écharpe désertique qui s'étend de l'Atlantique à l'Iran. À quelques exceptions près (côte orientale de la Méditerranée – Liban, Syrie du nord-ouest, nord de la Palestine – et le nord des pays du Maghreb), cette zone ne reçoit que des quantités négligeables de pluie. Les États arabes de la région puisent la plus grande partie de leurs eaux dans des fleuves dont les sources se situent hors du monde arabe : L'Euphrate et le Tigre prennent leurs sources en Turquie, et le Nil est à 80 % un fleuve éthiopien. Quand au Jourdain, qui fait exception à la règle, il avoisine la frontière qui cristallise sur toute sa longueur les éléments du conflit israélo-arabe.
- 6 C'est sur les rives de ces fleuves que se concentrent les populations de la région : le Croissant fertile, la Vallée du Jourdain et la Vallée du Nil ne sont en fait que de longues oasis qui traversent des zones arides ou désertiques. 95 % de la population égyptienne, pour ne donner que l'exemple le plus frappant, vit sur les rives du Nil, soit sur une superficie qui ne représente que 4 % du territoire. C'est en Égypte que l'on trouve les densités de population les plus élevées du monde. La moindre pénurie en matière d'eau peut donc avoir des conséquences dramatiques.

Aperçu global de l'hydropolitique régionale

- 7 Une fois prises en compte les configurations géographiques de la région comment avoir une idée précise des causes – naturelles ou provoquées – du manque d'eau ? Depuis la construction du haut-barrage d'Assouan, l'Égyptien moyen a perdu la notion des saisons que marquaient naguère, les crues du fleuve. Il lui est difficile, par conséquent, de saisir l'importance, pour la répartition de l'eau, des relations entre le Caire, Khartoum et Addis Abeba... Le Nil n'a-t-il pas toujours le même niveau³ sous les ponts du Caire ?
- 8 La région (plus exactement, les États arabes de la région) n'est pas, elle-même, riche en eau. Elle dépend en grande partie de son environnement géographique immédiat. Environnement globalement hostile même si les conflits ne sont pas tous ouverts sur tous les fronts. Conscients de cette « faiblesse » naturelle, les États voisins, dont la Turquie, l'Éthiopie et, à un autre niveau de gravité, Israël, ont très souvent brandi la menace de l'arme hydraulique pour imposer leurs choix géopolitiques, internes et/ou externes, pensons à la Turquie avec le problème kurde, à l'Éthiopie avec la question du Sud-Soudan, à Israël avec les territoires occupés. Il s'agit bien d'une question fondamentalement hydropolitique.
- 9 La maîtrise de la technologie peut favoriser l'exploitation optimale des eaux d'un fleuve quand elle n'est pas mobilisée au service d'un seul des États ou d'une seule communauté au détriment des autres. La sécheresse ou d'autres phénomènes naturels ne font souvent qu'aggraver une situation hydropolitique complexe, et les faits du ciel, souvent spectaculaires, aux conséquences visibles et immédiates, masquent les faits des princes. Ainsi évoque-t-on trop souvent les cataclysmes provoqués par la sécheresse dans le Sahel sans mettre le doigt sur la responsabilité des hommes et des pouvoirs locaux dans la dégradation de l'espace, sans parler des « famines organisées » tel que cela fut pratiqué en Éthiopie pendant les années Mengistu.

- 10 Une seconde question s'impose : y a-t-il ou non, suffisamment d'eau pour tout le monde ? La réponse est forcément hasardeuse tant elle est liée à des considérations multiples dépassant les seules données comptables. L'on peut cependant affirmer sans trop de risque que, d'un point de vue arithmétique, les ressources hydrauliques des trois bassins susmentionnés dépassent – ou tout au moins couvrent largement – les besoins des États riverains. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer les énormes quantités de pluie que reçoivent annuellement ces bassins, notamment au-dessus de l'Éthiopie et du Sud-Soudan pour le Nil, et au-dessus des montagnes du sud-est anatolien pour ce qui est du Tigre et de l'Euphrate.
- 11 Mais le problème est assurément plus complexe : le déséquilibre, quand déséquilibre il y a, ne réside pas tant entre l'offre et la demande qu'entre le lieu de l'offre et celui de la demande. Quand l'eau manque dans une région donnée, cela peut être dû à des facteurs naturels (infiltration, débordement, évaporation...) ou à l'intervention de l'homme sur le cours au fleuve ou son débit. L'eau devient alors une arme sophistiquée et efficace aux mains d'États possédant les moyens technologiques d'en libérer ou d'en retenir le cours entre leurs frontières. C'est notamment de cela qu'il s'agit quand la Syrie et la Turquie évoquent le grand projet turc de développement du sud-est anatolien, qui a pour pièce maîtresse le barrage Atatürk, construit sur les sources de l'Euphrate⁴. C'est donc de la capacité des pays de l'amont à maîtriser l'écoulement des eaux d'un fleuve, que dépend la survie des pays de l'aval. Et c'est de ce rapport entre l'amont et l'aval qu'apparaissent les premiers éléments de l'hydropolitique d'une vallée. Ceci est vrai pour l'ensemble des bassins de la région, et l'Euphrate n'est qu'un exemple.
- 12 En janvier 1990, le président turc Turgut Ozal, a fait interrompre l'écoulement de l'Euphrate, qui irrigue la Syrie et l'Irak, pour alimenter le barrage hydroélectrique Atatürk pivot d'un ambitieux programme d'irrigation et de développement destiné, selon les responsables politiques, à « sortir de la pauvreté » le sud-est du pays. Vingt-quatre heures après cette opération, le niveau du fleuve avait baissé d'un mètre à la frontière syrienne, et au bout de quelques semaines, les récoltes en subissaient les conséquences : 15% de pertes agricoles pour le seul Irak. En ce qui concerne la Syrie, l'initiative turque a également provoqué maints dégâts : l'Euphrate fournissait à la Syrie, en moyenne, 500 m³/seconde, soit 43 millions de m³/ jour ou encore 15,768 milliards de m³/an. Aujourd'hui, le débit annuel a chuté d'environ 40%.
- 13 Si cet événement géopolitique d'envergure a attiré l'attention des observateurs, il a également été très vite oublié. Il a fallu attendre janvier 1991 – à la veille de la guerre du Golfe – pour en mesurer les effets réels : Pour la seconde année consécutive, l'écoulement de l'Euphrate était interrompu par les autorités turques. Même si ces dernières se hâtèrent de préciser qu'il ne s'agissait que d'une « mesure de routine », l'opération eut de graves conséquences sur la situation en Irak, d'autant que la Syrie profitait de l'occasion pour retenir à son tour une bonne partie des eaux.
- 14 Mais revenons à chacun des bassins pour tenter d'en dessiner le profil hydropolitique.

L'Euphrate et le Tigre

- 15 Le débit de l'Euphrate, à son entrée en Syrie, est de l'ordre de 26,2 milliards de m³ par an⁵. À la frontière irakienne, il n'est plus que de 18,5 milliards⁶. La Syrie irrigue 1,6 millions de feddans⁷ avec les eaux de l'Euphrate sur un total de 15.5 millions de feddans

de terres cultivées, le restant étant constitué de cultures pluviales⁸. En Irak, c'est 4 millions de feddans qui sont irrigués par l'Euphrate. Aussi est-ce à juste titre que le GAP préoccupe la Syrie et l'Irak. Pièce maîtresse du projet le barrage Atatürk inauguré en janvier 1990, a une capacité de rétention de 84 milliards de m³ par an. Destiné à faire d'une partie du pays (9.5% de sa superficie) un grenier à blé pour le Proche-Orient vers l'année 2005, ce programme comporte par ailleurs la construction de 21 barrages et de 17 centrales hydroélectriques sur le Tigre, l'Euphrate et leurs affluents.

- 16 La situation hydropolitique est d'autant plus complexe qu'il n'existe aucun traité régissant le partage des eaux entre les trois États riverains de l'Euphrate, toutes les tentatives de négociation – notamment en 1962 puis en 1980 et 1982 – ayant échoué : la Turquie se refuse jusqu'à présent à limiter son potentiel d'irrigation. L'Irak a subi à deux reprises les conséquences de cette lacune juridique : en 1973 avec la construction et la mise en eau du barrage Kiban, en Turquie, et deux ans plus tard, en 1975, avec le barrage Fabka en Syrie. La construction de ces deux barrages a abaissé de 28 à 9 milliards de m³/an le volume d'eau qui arrivait auparavant jusqu'à l'Irak.
- 17 En 1975, le conflit entre l'Irak et la Syrie a failli dégénérer en affrontement armé, ce qui n'a été évité que grâce à la médiation soviétique et saoudienne. Cette dernière a réussi, contre financement, à convaincre la Syrie de lâcher suffisamment d'eau vers l'Irak. Mais Damas, considérant qu'elle cédait à l'Irak une partie de sa quote-part des eaux du fleuve, menace régulièrement de la récupérer. Ce qu'elle a d'ailleurs fait en janvier 1991, l'Irak étant en guerre et la Turquie ayant de nouveau interrompu l'écoulement de l'Euphrate pour la deuxième phase de remplissage du barrage Atatürk⁹.

Des conséquences internes

- 18 Le projet de développement du sud-est anatolien concerne une superficie totale de 70.000 Km² globalement délimitée par le Tigre et l'Euphrate et, à l'ouest, par les villes d'Adiyaman et de Gaziantep, à l'est, par Sanliurfa, Diyarbakir et Siirt. La région est relativement pauvre et l'on y pratique une agriculture extensive basée sur les cultures à sec comme les lentilles, les pistachiers et la vigne ainsi que dans certains endroits très limités, le coton et le tabac. L'objectif du gouvernement est de mettre en irrigation pérenne les plaines du sud-est anatolien à l'aide du barrage Atatürk pour intensifier la production agricole. Mais ce qu'il ne précise pas, c'est qu'il vise aussi le déplacement, vers le sud-est anatolien des populations kurdes vivant actuellement le long des frontières avec l'Irak, frontières qui coupent le Kurdistan en deux parties, l'une irakienne et l'autre turque... Vaste projet géopolitique qui transformera inévitablement la carte régionale. Le déplacement de ces populations frontalières coupera les militants du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes, d'obédience marxiste-léniniste et dont les chefs sont basés en Syrie et en Irak) à la fois de leurs bases arrières et de leurs terrains d'action contre les autorités turques. Cela n'est pas sans rappeler le déplacement des Nubiens après la construction du haut-barrage d'Assouan, à une différence près – et non des moindres : contrairement au barrage d'Assouan, celui d'Atatürk ne vise pas tant le développement d'une région que la « résolution » du problème kurde par la « politique du vide ». Politique testée avec « succès » par le régime d'Addis Abeba, qui déplaça vers de nouvelles plaines irriguées du sud les populations des régions où sévissait la guérilla tigréenne. On peut toutefois espérer que les moyens financiers et techniques du gouvernement turc éviteront aux Kurdes ce qu'ont subi les populations

déplacées d'Éthiopie – plusieurs centaines de personnes moururent alors de faim et de soif. Le résultat géopolitique n'en sera pas moins sensiblement identique : la population kurde, ainsi regroupée, va se trouver soumise – grâce, notamment, au système d'irrigation – à un contrôle étroit, et la terre kurde¹⁰ sera définitivement divisée en deux.

Des conséquences externes

- 19 C'est entre les mois de janvier et février que les besoins hydrologiques de l'Irak sont les plus pressants. L'interruption de l'écoulement du fleuve par les autorités turques met d'autant plus en péril les récoltes qu'à cette époque le barrage irakien Kadisiyya est presque à sec après plusieurs mois d'irrigation sans apport pluvial supplémentaire.
- 20 Chaque milliard de m³ d'eau manquant peut entraîner la perte d'une superficie agricole de 65.000 hectares. Certes, l'Irak pourrait puiser de l'eau dans le barrage Tharthar sur le Tigre, mais l'usage intensif de cette eau relativement salée provoquerait, précisent certains spécialistes de l'Irak, une perte de 40% des terres cultivées.
- 21 La vallée « irakienne » de l'Euphrate compte sept villes principales et pas moins de 4 000 villages englobant 5,5 millions de personnes : c'est donc presque le tiers de la population du pays qui souffrirait du manque d'eau.
- 22 Le remplissage du barrage Atatürk devant être effectué en plusieurs années (entre quatre et cinq ans si les précipitations sont au-dessus de la moyenne, pas moins de 8 ans dans le cas contraire), les conséquences sur les programmes de développement agricole et économique de l'Irak et de la Syrie seraient inévitablement dramatiques.
- 23 La baisse du niveau des eaux de l'Euphrate provoquerait une chute énorme de la production électrique de l'Irak, le fleuve fournissant actuellement 40% des besoins totaux du pays. La centrale principale, construite sur le barrage Kadisiyya, risque de s'arrêter complètement, trois autres sont menacées et la quatrième, en cours de construction, risque de ne jamais pouvoir fonctionner.

Le Jourdain

- 24 Bien que le débit du Jourdain soit, de loin, moins important que celui des autres fleuves de la région, la répartition et l'utilisation de ses eaux comporte des implications beaucoup plus graves étant donné le conflit existant entre les pays riverains (Liban, Syrie et Jordanie, d'une part, Israël d'autre part) tous confrontés à une grave crise hydraulique. Rappelons que le conflit sur le partage des eaux du Jourdain fut à l'origine du premier sommet arabe, du 13 au 17 janvier 1967, qui est, depuis, devenu une quasi-institution. L'objectif de cette réunion était de trouver une riposte au détournement des eaux du Jourdain par l'État d'Israël. La plus importante décision de ce sommet a été la création de l'Organisme d'Exploitation des Eaux du Jourdain, financé par les États arabes, mais la guerre de 1967 a mis fin au projet. Quant à l'État hébreu, il a poursuivi le pompage du fleuve à partir du lac de Tibériade (330 millions de m³/an) et s'est emparé des ressources hydrauliques du Golan (200 millions de m³/an)¹¹.
- 25 La population jordanienne s'accroît à un rythme annuel de l'ordre de 3.5%. En l'an 2000, les besoins de la Jordanie seront de l'ordre de 1.1 milliard de mètres cubes d'eau par an, contre 870 millions en 1985. Cette augmentation de la consommation sera à

l'origine d'un déficit total de l'ordre de 25% par rapport à la disponibilité en eau¹². Pour faire face à cette échéance la Jordanie a repris avec la Syrie, qui connaît les mêmes difficultés, la construction du barrage Wahda situé à la frontière jordano-syrienne pour récupérer une partie des eaux du Yarmouk. Mais Israël qui a déjà, en 1965, empêché la construction de ce barrage en bombardant le chantier, menace d'intervenir militairement contre ce projet qui réduirait, s'il était mené à terme, la quantité d'eau se déversant dans le Jourdain. L'État hébreu utilise déjà 100% de ses ressources en eau. Avec l'accroissement naturel de sa population (1,6 % par an sans compter l'augmentation de la population des territoires occupés, qui avoisine les 3 %, et l'arrivée de plusieurs centaines de milliers de nouveaux immigrants des pays d'Europe de l'Est et d'Éthiopie), son déficit en eau se situera autour de 30% d'ici la fin du siècle (le rapport Naff¹³ l'estime à environ 800 millions de m³/an), la consommation annuelle totale passant de 1,250 à 2.5 milliards de m³/an.

Le Litani

- 26 En 1948, Ben Gourion écrivait dans son journal : « Le talon d'Achille de la coalition arabe est le Liban ; la suprématie musulmane dans ce pays est artificielle et peut aisément être renversée. Un État chrétien doit y être instauré, avec lequel nous signerions une alliance. *Sa frontière sud serait la rivière du Litani....* » (souligné par nous).
- 27 Depuis 1983, les Israéliens ont entrepris des études géologiques et topographiques sur le terrain. Ils auraient, en 1985, « mis en place des canalisations souterraines pour détourner les eaux du Wazzani (affluent du Litani), à proximité de la ville de Marjayoun, vers le lac de Tibériade... »¹⁴. Sans le confirmer, Israël n'en justifie pas moins principe du pompage des eaux en prétextant qu'une partie des eaux du Litani se déverse dans la mer, le Liban ne consommant actuellement que 80% des flux du fleuve. En attendant, depuis l'invasion du Liban par l'armée israélienne, les populations chiites de la plaine du fleuve souffrent tous les étés du tarissement quasi total du Litani.

Le Nil

- 28 La Vallée du Nil présente aujourd'hui une situation géopolitique difficile : fort accroissement démographique, crue du Nil en baisse, sécheresse lourdement destructrice, conflits meurtriers, dépendance économique et politique aggravée par l'absence de complémentarité et de coopération entre les trois États riverains : l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie.
- 29 Les accords de 1959¹⁵, qui n'engagent en réalité que le Soudan et l'Égypte, restent les seuls actuellement en vigueur en ce qui concerne le partage des eaux du Nil. L'Éthiopie, qui n'avait jamais reconnu officiellement la validité de ce traité, exige encore aujourd'hui une renégociation tripartite du partage des eaux provenant de son territoire (Nil Bleu, Atbara et Sobat) avant tout projet commun d'aménagement hydraulique de la Vallée du Nil. Ainsi, les accords de 1959 ne sont-ils pas devenus, de fait, un obstacle à toute possibilité d'élargissement de la coopération à l'ensemble des pays du Bassin, et spécialement à l'Éthiopie ?
- 30 La population de la Vallée du Nil (Égypte et Soudan), qui s'élève actuellement à environ 83 millions de personnes (58 en Égypte et 25,1 au Soudan) dépassera très probablement

les 100 millions de personnes en l'an 2000. À ce facteur démographique, important en soi, s'ajoute une contrainte naturelle : l'apport en eau du Nil (84 milliards de m³/an), dont dépendent la totalité de la production agricole et les autres secteurs socio-économiques des deux États reste relativement limité.

- 31 En Égypte, la croissance démographique a déjà annulé l'apport supplémentaire d'eau assuré par le haut-barrage. En 1972, un Égyptien disposait, en moyenne, de 1.604 m³/an¹⁶, soit 4,40 m³ par jour ; en 1989, il ne dispose plus que de 1.011,85 m³/an, soit 2,77 par jour. Quantité qui se réduira, en l'an 2000, à 792,86 m³/an, c'est-à-dire 2,17 par jour. La population égyptienne continue en effet à s'accroître à un taux naturel qui se situe parmi les plus élevés du monde : 2,8% par an selon le recensement de 1986¹⁷. Ce taux était pourtant tombé à 2,6% pendant la dernière décennie. L'Égypte, qui comptait quelque 54 millions d'habitants en 1986, franchira fatalement la cote critique des 70 millions de personnes en l'an 2000, soit une augmentation totale de l'ordre de 32% entre 1988 et l'an 2000. Il lui faudra alors résoudre un déséquilibre dont les variables échappent déjà à sa volonté politique : une disponibilité en eau pratiquement stagnante, sinon en baisse, et une augmentation de la population se situant entre 15 et 20 millions de personnes.
- 32 Cet accroissement démographique va entraîner, entre autres, une forte hausse de la consommation, qui subira l'effet combiné du nombre des consommateurs et des changements des modes de consommation, va également entraîner une forte expansion spatiale, une intensification de l'agriculture et une augmentation importante de la production alimentaire. La bonification de nouvelles terres agricoles, dont l'irrigation nécessite de grandes quantités d'eau, s'impose pour faire face aux besoins croissants de la population et des marchés nationaux et internationaux d'une part, et pour compenser les pertes des terres agricoles dues à l'expansion urbaine autour des villes de la Vallée et du Delta, d'autre part.
- 33 Cependant, les possibilités d'augmenter la réserve en eau sont limitées. Et même si l'on table sur la future réalisation des différents travaux hydrauliques projetés sur le Haut Nil (en amont des frontières sud de l'Égypte) dont le Canal de Jonglei, les accords de 1959 stipulent; le partage à parts égales, entre le Soudan et l'Égypte, des charges et bénéfices des projets hydrauliques sur le Nil Blanc. La quantité d'eau que l'Égypte pourra tirer du Nil ne sera guère que de 60 milliards de m³/an.
- 34 En outre, la fragilité intrinsèque de l'ensemble des secteurs économiques du « pays des deux Nils », le Soudan, a été dangereusement aggravée par dix années de sécheresse et plusieurs années d'une guerre civile qui coûte quotidiennement à l'État un million de dollars. Poussées par la faim et la soif, des centaines de milliers de personnes démunies se sont retrouvées sur les routes de l'exode. Pas moins d'un million d'entre elles sont aujourd'hui précairement installées autour de la capitale, sur des terrains vagues sans équipement. Ce sont ces mêmes réfugiés qui ont été les plus touchés par les inondations de 1988.
- 35 Actuellement, les possibilités du gouvernement de Khartoum d'entreprendre la construction d'ouvrages hydrauliques sont particulièrement limitées. L'aménagement du Nil Blanc et la reprise des travaux de creusement du Canal de Jonglei nécessiteraient la cessation de la guerre du Sud, de même qu'une entente avec les populations concernées et leurs représentants Ceci ne sera pas forcément aisé étant donné les rapports de méfiance que plusieurs années de guerre ont contribué à entretenir entre le Nord et le Sud. De plus, un accord avec l'Ouganda et les autres États du Haut Nil sera

nécessaire pour entreprendre la construction d'ouvrages hydrauliques, tout comme l'obligation pour le Soudan de faire appel à un financement étranger. Ce pays, handicapé par sa partie méridionale et par ses problèmes socio-économiques et politiques, se trouve condamné à dépendre des décisions de ses deux puissants voisins du nord et de l'est, l'Égypte et l'Éthiopie, d'autant qu'il dépend totalement de l'aide internationale. Pour profiter des eaux du Nil Blanc, il lui faut s'entendre, d'une part, avec les populations du Sud, une fois la guerre civile terminée, et d'autre part avec l'Égypte et l'Ouganda. Pour exploiter les eaux du Nil Bleu, il lui faut s'entendre à la fois avec l'Éthiopie et l'Égypte chose impossible à court ou moyen terme.

- 36 En attendant, les Éthiopiens menacent de construire un certain nombre de barrages sur les sources du Nil Bleu, ce qui se traduirait inévitablement par une baisse du débit du Nil au détriment du Soudan et de l'Égypte. La position du Caire est relativement claire et se résume par un refus pur et simple de toute remise en question des accords de 1959. En contrepartie, elle propose une coopération entre l'ensemble des États du Bassin pour une série d'ouvrages hydrauliques sur les sources du Nil Blanc et éventuellement sur celles du Nil Bleu, à la condition préalable et indiscutable que ces derniers (les ouvrages sur le Nil Bleu) ne provoquent aucune rétention d'eau qui réduirait tant soit peu sa part déterminée par les accords de 1959 qui réduirait tant soit peu sa part.

* * *

- 37 Nous avons demandé à quelques spécialistes et observateurs d'apporter, chacun dans leur domaine, des éléments de réponse aux questions ci-dessus évoquées. Elizabeth Picard, notant l'enjeu crucial que représente la gestion des eaux de l'Euphrate pour les trois pays riverains du fleuve, la Turquie, la Syrie et l'Irak, présente les politiques d'irrigation et de production d'énergie des trois États, étudie les tensions interétatiques engendrées par la compétition pour l'eau et s'interroge pour finir sur la manière dont les trois pays vont désormais gérer l'articulation développement/sécurité qui a été longtemps à la base de leur politique. Jean-Jacques Pérennès aborde, à travers la politique des barrages dont il retrace l'histoire, un aspect important de la question hydraulique au Maghreb. Il montre notamment comment choix technique et structuration sociale sont intimement liés. Christian Chesnot, quant à lui, rappelle quels sont les enjeux, pour l'État d'Israël, de la conférence internationale sur l'eau au Proche-Orient qui s'est tenue à Vienne en mai 1992, dans le cadre des négociations multilatérales. En outre, il nous a paru utile de joindre à ce dossier la traduction d'un article paru en langue arabe dans la revue *Chu'ûn 'Arabiyya* : ses auteurs, Kamel Kheir et Nizar Akar, y présentent une vue d'ensemble des problèmes que pose la question de la sécurité hydrique dans le monde arabe, et proposent quelques manières d'y répondre. On ne trouvera pas, dans la présente livraison, d'étude concernant spécifiquement le Nil : nous renvoyons à ce sujet à l'article que nous avons publié dans le n°1 d'*Égypte/Monde arabe*, intitulé « Infrastructure et réseau hydraulique ; une nouvelle carte de l'Égypte ».
- 38 Enfin, comme nous l'avons mentionné plus haut, on trouvera dans la partie « traduire » du présent numéro un ensemble d'articles tirés de la presse arabe, susceptibles d'apporter un complément d'information au thème que l'on pourrait appeler, désormais, « l'avant guerre de l'eau ». Il s'agit pour l'essentiel de contributions tirées

de la presse arabophone internationale paraissant à Londres et de la presse anglophone paraissant en Jordanie et en Turquie.

NOTES

1. En réalité, ils sont beaucoup plus nombreux puisque, à lui seul, le Nil traverse 9 États Africains. Par ailleurs, l'Iran, bien que ne détenant aucune source des fleuves importants débouchant dans les pays arabes, dispute à l'Irak les eaux des Chatt al-Arab.
2. En millions d'habitants : Éthiopie : 45,69 (1990) - Soudan : 25,00 - Égypte : 57,00 - Jordanie : 4,10 - Israël : 4,50 - Irak : 18,28 - Liban : 2, 90 - Syrie : 11,72 - Turquie : 56,7. Total : 225,93. (Source : *État du Monde* 1991, Maspero.)
3. Maintenu artificiellement au même niveau, le Nil ne baisse qu'une seule fois pendant 4 à 5 semaines entre janvier et février. À cette époque, on procède au curage et au nettoyage des canaux d'irrigation et de drainage. Pour cela, on interrompt l'écoulement des eaux destinées à l'irrigation et on ne laisse plus passer que celles nécessaires à la production d'électricité, ainsi que la quantité d'eau indispensable pour la navigation.
4. Il s'agit du fameux projet connu sous le sigle de « GAP » Guneydogu Anadolu Projesi.
5. *Rapport stratégique arabe* 1989, pp. 157-158.
6. Idem, p. 157.
7. 1 feddan = 0,42 h.
8. *Rapport stratégique arabe, op.cit.*, p. 157-158.
9. *Al-Hayât*, 23 janvier 1991.
10. Rappelons que la terre kurde est aussi arménienne, comme en témoignent les noms des villes et des villages.
11. *Rapport stratégique arabe* 1988, p. 427, et *Rapport Naff*. Le 26 juin 1990, trois universitaires américains, les professeurs Naff, Waterbury et Kolars (respectivement des universités de Pennsylvanie, de Princeton et du Michigan) ont présenté à la commission des représentants pour l'Europe et le Moyen-Orient une étude intitulée « la question de l'eau dans les années 1990 ». Thomas Naff est par ailleurs, l'auteur de l'ouvrage *Water in the Middle East*, Boulder and London, 1984. Le rapport Naff, rendu public, est actuellement disponible à la bibliothèque de l'Université américaine du Caire.
12. *Rapport stratégique arabe* 1988, p. 427.
13. Les auteurs du dit rapport ont souligné l'extrême gravité de la situation dans le bassin du Jourdain, et la dépendance d'Israël à l'égard des ressources des territoires occupés au point que « c'est cette question de l'eau qui, en dernière analyse, déterminera l'avenir de ces territoires, et par extension, la possibilité de paix ou de guerre »...
14. NASRALLAH (F.), *Middle East International*.
15. Ces accords, signés en 1959 entre le Caire et Khartoum, partagent la totalité des eaux du Nil (en se basant sur le débit naturel annuel moyen calculé à Assouan) entre l'Égypte et le Soudan et leur attribuent respectivement 55,5 et 18,5 milliards de m³/an. Le débit moyen étant de 84 milliards annuels, les 10 milliards de m³ d'eau restants correspondent à ce qu'on estimait être l'évaporation au-dessus du lac du haut-barrage, dont la construction venait tout juste de commencer.

16. Ceci, évidemment, pour l'ensemble de la consommation, incluant l'eau potable, l'eau pour l'industrie, l'irrigation, la production électrique et la navigation.

17. Ce chiffre n'est pas le plus élevé dans le Bassin du Nil. où l'accroissement démographique moyen se situe au-dessus de 3%.

INDEX

Mots-clés : eau, géopolitique, Proche-Orient

AUTEUR

HABIB AYEB

Cedej